

LA QUESTION DE LA LIAISON ECONOMIE-DÉMOGRAPHIE

LE CAS DE LA CHINE

PAR

ANTIPAS TOUATAM (*)
et MAXENCE FONTANEL (**)

La démographie et l'économie s'influencent fortement mutuellement : la première agit notamment sur l'offre et la demande économiques ou l'épuisement des ressources non renouvelables, la seconde est sensible aux migrations et à la pyramide des âges. Ces deux dernières décennies, la Chine a satisfait les objectifs qu'elle s'était fixés en vue de devenir la première puissance mondiale politique, économique, militaire ou culturelle. Rien ne semble pouvoir la freiner, même si le chemin qui mène à cette puissance est semé d'embûches et que le but ultime n'est évidemment pas encore réalisé. Fait unique dans l'histoire du développement des pays, l'évolution démographique de la Chine s'est faite avant le développement économique. Au fond, les choix centralisés du pouvoir central ont modifié l'expérience historique de la transition démographique.

Les tendances démographiques, *ceteris paribus*, sont relativement faciles à prévoir, si on veut bien faire abstraction des guerres, de la famine, des migrations erratiques, des réformes des retraites ou du système de santé ou de nouvelles politiques démographiques drastiques. Les évolutions comparées des démographies nationales des prochaines décennies sont susceptibles de modifier profondément l'histoire de l'humanité. La plupart des pays en développement se sont aujourd'hui engagés dans la fameuse transition démographique, c'est-à-dire le passage d'un régime caractérisé par des taux de natalité et de mortalité élevés à un régime de faible taux de natalité et de mortalité, conduisant à une hausse substantielle de la population. Il en résultera des modifications des rapports de force, des migrations malaisées à contrôler dans les Etats démocratiques et des tensions internationales difficiles à réduire, avec une population mondiale de plus en plus composée de personnes âgées, notamment dans les pays de l'OCDE (1). Des tensions considérables sont susceptibles d'apparaître concernant la gestion et la consommation des ressources de l'environnement,

(*) Economiste à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED, Genève, Suisse).

(**) Directeur du programme « Grande Ecole » d'une école de commerce.

(1) En 2030, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus dans les pays de l'OCDE sera comprise entre un tiers (14 % en 1960) en Australie et la moitié en Allemagne (16 % en 1960).

des sols et des matières non reproductibles. Les situations de rareté extrême s'accommodent rarement de l'évolution inégalitaire des variables économiques à l'intérieur et au-delà des frontières et favorisent l'expression de profonds bouleversements politiques, économiques et sociaux.

De manière générale, en l'absence d'un effort d'innovation conséquent, l'allongement de l'espérance de vie et l'évolution régressive des taux d'activité devrait conduire inéluctablement à une baisse de la croissance du revenu par habitant, de l'ordre de 20 % pour les pays de l'OCDE entre 2000 et 2050. En outre, les finances publiques vont connaître une phase de crise pour prendre en compte le vieillissement de la population, avec la mise en place de structures adaptées pour contrôler la dépendance, les coûts croissants des versements de pensions de retraite et les nouvelles demandes à satisfaire par la santé publique. Le vieillissement de la population modifiera inévitablement la structure du corps électoral en faveur des personnes âgées, lesquelles obtiendront une part importante des transferts publics au détriment des plus jeunes, créant ainsi une situation de tensions entre les générations.

Pour la Chine, la question démographique restera au centre des débats. Les liens entre la croissance de la population et le développement économique sont étroits, parfois à leur avantage, mais bientôt à leur désavantage mutuel. La population est à la fois une force et une faiblesse et les politiques démographiques doivent définir clairement leurs objectifs, même si ceux-là peuvent évoluer dans le temps. Quelles sont alors les réponses stratégiques que la Chine peut choisir face à l'accumulation des obstacles à la croissance à venir ?

LA POPULATION DE LA CHINE, UNE FORCE SUSCEPTIBLE DE DEVENIR UNE FAIBLESSE

D'abord, fière d'être le pays le plus peuplé du monde, la Chine va, dès l'horizon 2050, être dépassée par l'Inde. En 2050, la population de l'Inde devrait passer de 853 millions en 1990 à, selon les estimations, de 1,5 à 1,65 milliard d'individus, celle de la Chine de 1,14 milliard à 1,3-1,5 milliard (2) et celle du reste du continent asiatique pourrait plus que doubler par rapport à son niveau de 1990, passant de 1,1 milliard à 2,4 milliards d'individus (3). En 2000, la population de la Chine était presque aussi importante que celle des États-Unis, de l'Indonésie, du Brésil, du Pakistan, du Nigeria, du Bangladesh et de la Russie. En 2050, elle sera inférieure de plus de 300 millions d'habitants à celle de l'Inde et elle ne représentera

(2) United Nations, Department of Social and Economic Affairs, *Population : China Profile*, Analyses, tables, figures, disponibles sur le site Internet www.china-profile.com/data/fig_Pop_WPP2006.htm.

(3) Les pays en développement connaissent la phase initiale de la transition. Ensuite, dans un second temps, la natalité diminue et le rythme d'accroissement de la population se ralentit. C'est dans la catégorie des pays les moins avancés que le boom démographique sera donc le plus fort. La population de l'Afrique devrait ainsi passer de 642 millions en 1990 à 2 milliards en 2050.

plus que le cumul des populations des Etats-Unis, du Nigeria, du Pakistan et du Brésil (*cf.* le tableau 1). Avec le vieillissement de la population et le risque de l'exode des cerveaux, si la Chine ne s'engage pas dans une nouvelle forme de développement, elle perdra son importance dans la relation bipolaire qu'elle aime entretenir avec les Etats-Unis dans le cadre d'une course à l'hégémonie mondiale. Et la démographie chinoise participera en premier lieu à cette perte d'influence.

Tableau 1 : Les pays les plus peuplés au monde en 2010 et en 2050

Pays	Population en 2012 (en millions)	Population en 2050 (en millions)	Evolution du classement 2010-2050
Chine (Hong Kong et Macao exclus)	1 343	1 304	1 - 2
Inde	1 205	1 657	2 - 1
Etats-Unis	314	423	3 - 3
Indonésie	249	313	4 - 5
Brésil	194	261	5 - 8
Pakistan	190	291	6 - 6
Nigeria	170	402	7 - 4
Bangladesh	161	250	8 - 9
Russie	142	127	9 - 20
Japon	127	93	10 - 25
Ethiopie	84	278	14 - 7
Philippines	92	172	12 - 10

Sources : Internet World Stats, *Usage and Population Statistics*, disponibles sur le site Internet www.internetworldstats.com/stats8.htm ; J. VERON, « Le Japon face au déclin annoncé de sa population », *Population et sociétés*, n° 449, 2008 ; G. MOULLEC, « Le déclin démographique russe », disponible sur le site Internet www.eurochallenges.com/431_homme-sante.html.

Les gouvernements de l'Inde et la Chine s'emploient depuis quatre décennies à mettre en avant les effets néfastes d'une croissance trop rapide de leur population sur leur économie nationale, même si l'essor des naissances ne manque pas de produire des effets économiques immédiats positifs. Le nombre des naissances est irrémédiablement en régression et il sera, au mieux, équivalent à celui des décès en 2050. A ce moment, la Chine entrera dans une ère de croissance négative de sa population, en supposant nul le solde de l'immigration et de l'émigration. Ce sera le point culminant d'une remarquable transition démographique de la Chine, qui marquera la fin d'une période de près de soixante-dix ans durant laquelle la Chine aura réduit la croissance de sa population de 2,6 %, au milieu des années 1960, à zéro en 2050. Certes, la densité de la population en Inde passera à 500 habitants au kilomètre carré, contre 152 pour la Chine, ce qui dans le domaine des comparaisons permet de dire que la situation à venir est malgré tout moins grave que celle qui attend le grand voisin.

Aujourd'hui, la population de la Chine (sans doute supérieure à 1,35 milliard d'habitants) constitue une force politique indéniable. En outre, globalement, elle se situe aujourd'hui dans une configuration démographique particulièrement favorable, avec un rapport inactifs/actifs très faible,

notamment du fait d'un nombre globalement limité de personnes âgées et jeunes, qui ne peuvent s'inscrire sur le marché de l'emploi. La Chine a un avantage démographique considérable par rapport aux autres grands pays avec une population active potentielle (15-59 ans) représentant 70 % de la population totale (61 % en Inde, 66 % au Brésil, 50 % pour l'Allemagne et 46 % pour la France). Or, les Chinois travaillent bien au-delà des 60 ans, ce qui en réalité laisse supposer que les quatre cinquièmes de la population s'inscrivent sur le marché du travail. En revanche, en 2050, les actifs chinois ne représenteront que 54 % de la population contre 63 % à l'Inde. L'atelier du monde fonctionne bien, mais l'avenir proche ne se présente pas de manière aussi positive au regard du vieillissement rapide de la population et les crises économiques et sociales affleurent déjà dans de nombreux domaines. Le faible taux de natalité est aggravé par la très faible fécondité, souvent retardée, des couples urbains. La priorité de ces derniers est plus d'ordre matériel, car le monde dessiné par les autorités chinoises est suffisamment ardu pour que les familles urbaines saisissent mal, dans la société chinoise en devenir, les raisons de fonder une famille.

La croissance démographique n'est que rarement la cause directe d'un mauvais développement ou de la détérioration de l'environnement. En situation de saturation de la demande de travail sur le marché de l'emploi, elle doit être analysée comme un facteur indirect susceptible d'accentuer les difficultés et de réduire le potentiel de progrès économique et social. Dans les pays en développement, l'emploi pour les jeunes est souvent insuffisant en qualité et en quantité. Il en résulte une volonté d'exode et d'émigrations, une fuite des cerveaux et un retour de plus en plus improbable des nationaux qualifiés d'émigrés. La question de l'employabilité des populations est posée : elle met en lumière la capacité réduite de la main-d'œuvre nationale à traiter de questions complexes dans le cadre de formations effectuées dans un pays aux faibles ressources éducatives. Dans le monde entier, et la Chine est très concernée par ces mouvements, la transformation des structures économiques entraîne des déplacements migratoires massifs. L'exode des populations des campagnes vers les villes se poursuivra avec tous les risques qu'il suppose, notamment les conflits ethniques, la violence urbaine et la dégradation de l'environnement.

Pour la Chine, si le secteur industriel est sans doute le plus performant du monde, plusieurs facteurs témoignent aussi de formes de sous-développement affirmées. La compétitivité chinoise repose encore principalement sur l'abondance d'une main-d'œuvre à bas coût. Progressivement, les salaires vont augmenter presque mécaniquement, rendant plus difficile l'expression d'un avantage collectif fondé sur les faibles rémunérations des travailleurs. Il serait possible de lutter contre cette situation en conduisant une politique de rattrapage technologique, ce qui suppose un investissement considérable dans le secteur de la recherche-développement et une amélioration significative du capital humain disponible. Cette politique impliquerait une action forte dans le domaine de l'éducation, notamment

par la mise en place d'une culture scientifique critique. Aujourd'hui, le gouvernement de la Chine facilite les départs à l'étranger de ses étudiants, ce qui représente un effort important des familles. Cependant, le retour sur investissement n'est pas assuré au regard du potentiel d'immigration possible des talents. En outre, la Chine n'a pas encore achevé sa transition d'une économie de main-d'œuvre industrielle vers une économie de service à forte valeur ajoutée. La recherche immédiate du profit ne favorise guère l'expression d'une vue à long terme du développement économique de la Chine. L'enrichissement de quelques-uns peut se faire au détriment d'un développement économique fondé sur l'amélioration du bien-être de tous les Chinois dans le long terme.

Si la pauvreté absolue semble éradiquée, elle est encore bien présente dans le paysage social chinois : 30 % de la population reçoivent moins de 400 dollars par an de revenu. De très grandes inégalités sont aujourd'hui en mouvement, géographiquement entre le littoral et le centre, économiquement entre les propriétaires et les dignitaires du régime et la communauté rurale. Les familles les plus riches (soit 9 % de la population) disposent de plus de 60 % du capital financier chinois. Une grande partie de la population ne reçoit aucun avantage de cette explosion économique et les classes moyennes (revenus entre 2 500 et 10 000 dollars) sont encore très sous-représentées. Ensuite, la paysannerie est à la fois trop nombreuse et souvent pauvre dans les petites exploitations. La volonté d'urbanisation est sévèrement freinée par le manque de logements et parfois de travail. Le gouvernement chinois n'a pas encore pris la mesure de la nécessaire reconversion d'une partie de la population agricole. Enfin, la question des sureffectifs et du chômage se pose avec acuité, notamment dans les anciennes entreprises d'Etat, trop faiblement restructurées.

Mener une politique démographique est généralement fondé sur l'idée qu'il faut réduire la pression de la population sur les ressources rares et l'environnement. Il s'agit, sans se préoccuper outre mesure des « effets retardés », de trouver des solutions transitoires, dont les effets dépendent des valeurs de la civilisation, des choix drastiques imposés et des conditions économiques et sociales de la période. La population en âge de travailler diminue chaque année en Chine, du fait du vieillissement de la population. Les « seniors », qui ne disposent généralement pas d'un système généralisé de retraite, représenteront d'ici à 2050 près du tiers de la population totale contre 10 % en 2000. En 2050, la Chine comptera 160 millions d'actifs de moins par rapport à 2000. Dans ces conditions, les situations économiques conduisant à la pauvreté et à la misère ne sont pas seulement des représentations historiques définitivement éradiquées.

Ainsi, la Chine a subi une transition démographique trop rapide, déséquilibrée, notamment entre le nombre de femmes et d'hommes et les classes d'âges, dans un univers où la corruption et les conflits ethniques sont susceptibles de prendre une tournure plus violente. La pyramide des âges est étranglée à la base et hypertrophiée à la tête. On peut constater

que les évolutions politiques ont eu des incidences nettes sur les classes d'âge. Aujourd'hui, la classe d'âge des 15-19 ans est la plus nombreuse, devant les 30-40 ans. Cependant, globalement, le nombre de personnes de 0 à 4 ans est inférieur ou égal aux classes d'âge de 40-45, 45-50, 50-55 ans (4). Si la Chine atteint les objectifs qu'elle s'est fixés pour devenir la première puissance mondiale dans tous les domaines, elle a aussi un obstacle considérable à relever, celui d'une population active qui vieillit et qui, lorsque l'âge de la retraite aura sonné, constituera un fardeau difficile à supporter.

En 2050, il pourrait y avoir 450 millions de seniors en Chine, dont la prise en charge sera particulièrement lourde à régler. La famille constitue le seul système de « protection sociale » pour la population pauvre. Dès les années 2020, les parents n'auront plus guère d'enfants sur lesquels compter pour subvenir à leurs besoins, car le gouvernement chinois n'a pas développé une politique sociale adaptée. Les faillites ou fermetures d'usines d'Etat n'ont pas été accompagnées de mesures sociales pour les travailleurs ainsi réduits au chômage. Il est possible que ces questions soulèvent de graves problèmes politiques. Aujourd'hui, la plupart des retraités exercent encore un travail, un quart d'entre eux sont réduits à leur seule pension, pour les autres, la famille doit leur venir en aide.

La production agricole de la Chine semble insuffisante pour faire face à l'augmentation de sa population. Il faudrait améliorer la gestion des ressources agraires et les technologies disponibles. Les délocalisations de l'activité industrielle vers les pays émergents ne sont pas toujours encourageantes, car la pauvreté transforme les priorités immédiates et rend inefficaces les efforts en faveur de réglementations protectrices. La pollution du développement économique peut conduire à des évolutions démographiques inattendues. La sensibilisation de la Chine à cette question est manifeste, même si elle n'est pas suffisante pour réduire son taux de pollution dans l'ensemble du pays. La Chine est le principal émetteur de dioxyde de soufre, l'eau potable fait souvent défaut et les pénuries agricoles sont encore très importantes. En 2011, plus de 250 millions d'habitants n'avaient pas accès à une eau potable.

La croissance urbaine se fait au détriment des terres les plus arables, ce qui ne manque pas de produire des effets négatifs, à terme, sur une production de moins en moins autarcique. Cependant, l'émigration rurale est difficile à canaliser, avec les lumières de la ville et la difficulté à créer un foyer. Les migrations de 100 millions de travailleurs temporaires, souvent en situation irrégulière (sans Hukou, le laissez-passer entre les régions), rapportent un peu d'argent à leur famille. Le mode de vie citadin, très onéreux, ne favorise pas une entraide familiale *in situ*. L'ampleur du phénomène est à noter dans un pays pourtant très contrôlé par les forces

(4) Université de Sheerbrooke, *Perspectives Monde*, 2012, disponible sur le site Internet perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=CHN&codeStat=SP.POP.0014.TO.ZS&codeStat2=x.

de sécurité. Du fait du développement économique débridé, plusieurs caractéristiques économiques plombent les chiffres à venir de l'économie nationale chinoise.

Ainsi, les taux d'épargne sont très élevés – environ 40 % du PIB. Ils témoignent d'une crainte du futur, de la volonté d'acheter un appartement ou de préparer le financement d'une retraite que le système central public sera bien incapable d'assumer. Selon Shang-Jin Wei (5), les familles avec des garçons économisent plus que celles avec des filles, afin de préparer le garçon au mariage. Pour la première fois, un lien est démontré entre déséquilibre démographique et épargne.

De plus, la population en âge de travailler va diminuer durant les toutes prochaines années. La question est de savoir si l'effort considérable accompli dans le domaine de la formation en Chine pourra se maintenir. En outre, l'éveil vers d'autres sociétés plus ouvertes laisse aussi une place importante à l'exode des cerveaux, notamment chez les garçons.

En outre, la Chine a déjà commencé, par exemple, à acheter des centaines de milliers d'hectares de terre, en particulier en Afrique. Ce qu'elle fait aujourd'hui pacifiquement, continuera-t-elle à le faire de la même façon, alors que les tensions sociales internes vont grandir et que certains Etats étrangers resteront réticents aux achats de terre par des non-autochtones ? La question de l'émigration se pose pour les hommes, de même que celle de l'immigration des femmes étrangères. Ce chassé-croisé potentiel ne manque pas d'inquiéter.

Avec sa pyramide des âges inadaptée, la Chine perçoit aujourd'hui, sans d'ailleurs bien réagir, les dangers futurs pour sa puissance et le bien-être de ses citoyens, avec une réduction de la population active et en même temps une insuffisance d'emplois qualifiés.

LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT CHINOIS SONT CONTESTABLES

De manière paradoxale, l'évolution démographique de la Chine a précédé son développement économique, du fait d'une volonté politique affirmée et contraignante. Si les années 1970 ont été marquées par une forte natalité, la crainte d'une surpopulation a conduit les autorités publiques à engager la politique de l'enfant unique au début des années 1980, favorisant un contrôle drastique des naissances en Chine.

La politique de l'enfant unique a été confirmée par une loi sur la population de 2002, laquelle a constamment été réaffirmée depuis. Le gouvernement souhaite officiellement améliorer la qualité de vie de la population en réduisant son nombre. Cependant, strictement appliquée dans

(5) Shang-Jin WEI, « The mystery of Chinese savings », *Vox*, 2010, disponible sur le site Internet www.voxeu.org/index.php?q=node/4568.

les villes, cette loi ne l'est plus dans les campagnes – plus fidèles au modèle familial traditionnel, où les couples ont presque tous deux enfants –, ni aux ethnies minoritaires. Cependant, cette considération ne modifie pas le problème au fond. Le processus démographique est en marche, les Hans représentant quasiment 90 % de la population aujourd'hui en Chine. S'il y avait des tensions ethniques imprévisibles susceptibles de poser des problèmes à l'ordre public, il ne fait aucun doute que le gouvernement interviendrait sans hésiter.

Aujourd'hui, la main-d'œuvre qualifiée commence à se raréfier dans les très grandes villes, car la population jeune hésite à s'y installer au regard des coûts élevés des standards de vie. La vie sociale est actuellement organisée autour de la rareté des logements à prix modérés. Ainsi, le taux de fécondité à Shanghai, par exemple, reste très faible, de l'ordre de 0,7 enfant par femme. Il est clair que la solution ne peut naître que d'une action centrale forte qui tarde à venir, pour des raisons d'intérêts immédiats. Il existe une véritable question concernant le taux d'actualisation sociétal. Le taux d'épargne élevé des ménages chinois témoigne d'une crainte sans doute excessive de l'avenir des consommateurs, ce qui ne favorise guère une politique positive des naissances en vue de contrecarrer le vieillissement indiscutable de la Chine et des problèmes qu'il va soulever d'ici à une décennie.

La population de la Chine a d'autant plus tendu à se stabiliser que la politique de « l'enfant unique » a favorisé la masculinisation de la jeune population, au détriment des filles. Comme le garçon est généralement le garant de la famille, celui qui doit s'occuper des parents âgés, il en a résulté de nombreux avortements ou d'infanticides de filles (6), créant ainsi un déséquilibre des naissances selon le sexe. Il y a 120 naissances de garçons pour 100 filles et le taux augmente encore avec les familles aisées. Le déficit de femmes est estimé, à ce jour, à environ 60 millions. La population active de la Chine devrait ainsi être de plus en plus masculine en 2050 : 54 % d'hommes chez les 15-49 ans contre 51 % actuellement. Il y aura alors un déficit de 80 millions de femmes actives.

Aujourd'hui, l'entrée dans le monde du travail est facilitée par une croissance exceptionnelle dans un monde en crise, mais cet atout n'est évidemment que provisoire. Le déséquilibre de la population en fonction du sexe entraîne aussi mécaniquement un besoin de naissances plus important pour le simple remplacement des générations, loin d'être assuré aujourd'hui. Des millions d'hommes sont contraints au célibat, ce qui provoque des tensions sociales fortes, avec un développement rapide de la prostitution, des vols d'enfants (garçons surtout) ou de la recherche onéreuse

(6) Ainsi la loi de 1992 a interdit la noyade et l'abandon des fillettes, sans pour autant réduire la surmortalité des filles.

d'épouses de son rang (7) ou à l'étranger (surtout au Vietnam et en Corée du Nord) ou d'épouses de son rang par des méthodes contestables. Aujourd'hui, le nombre d'immigrés en Chine est faible, moins de 0,1 %. Toutefois, si les sociétés modernes réagissent souvent négativement à une nouvelle vague d'immigration, celle-là n'en sera sans doute pas moins rendue nécessaire par le déficit de femmes et de mères chinoises. Il est parfois difficile pour les pouvoirs publics d'encourager une politique d'immigration, en raison des inquiétudes qu'elle suscite lorsqu'elle se manifeste de manière massive et des changements sociétaux qu'elle occasionne un afflux de nombreuses cultures. Il s'agit dans certains cas de véritables trafics humains. Le mariage est devenu un facteur marchand, notamment pour les femmes. En outre, les industries de main-d'œuvre peu qualifiée et l'agriculture comptent une grande proportion de femmes. Elles auront à faire face à une diminution de leur main-d'œuvre et donc à l'augmentation de son coût.

Les défis démographiques semblent s'amonceler et risquent de se compléter entre eux pour déstabiliser la société chinoise. Des évolutions sont-elles possibles rapidement ? Il existe une contradiction apparente entre une politique toujours stricte dans son application et une situation démographique connue au plus haut niveau. Les actions politiques ne semblent pas à la hauteur du défi pour renverser la tendance.

QUELLE POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE ?

Une politique structurelle et culturelle de grande ampleur doit donc voir le jour. Elle ne doit pas être fondée sur des principes trop simples, lesquels conduisent souvent à créer de nouveaux problèmes quelques années plus tard. Les tensions économiques fondées sur les inégalités de revenus, celles qui naissent des conditions de vie différentes entre le monde urbain et la société du monde rural ou celles portant sur le respect des principes d'égalité entre les hommes et les femmes méritent d'être traitées par des politiques adéquates.

Le déclin du nombre d'actifs va conduire à un ralentissement de la croissance économique et, probablement, à une inflation galopante. Du fait de l'industrialisation à marche forcée du pays, les Chinois continuent de quitter les campagnes pour les villes, malgré l'absence des visas spécifiques. La population urbaine est passée de 36 % de la population totale à pratiquement 50 % en 2013. La Chine est devenue une société urbanisée. Cette évolution aura des effets considérables sur la structure et la stratégie économiques, avec sans doute un renversement rapide du rapport

(7) Les méthodes sont souvent contestables et on peut se poser la question de leurs influences sur la société chinoise. On voit par exemple de plus en plus se développer de véritables marchés du mariage arrangé et intéressé – où des parents cherchent le bon parti pour leur fils ou fille – ou encore, pour le plus fortunés, des écoles privées spécialisées pour filles voient le jour avec pour unique but d'apprendre à leurs élèves à devenir de bonnes épouses, les hommes y achetant une prestation pour rencontrer ces jeunes filles et trouver peut-être le bon parti.

« exportation/consommation » de la production nationale. Si la puissance de l'économie chinoise est capable d'offrir à ses citoyens une certaine indépendance à l'égard des actions des autorités économiques américaines, elle se doit aussi d'améliorer la valeur ajoutée par une augmentation des prix à l'exportation. Une hausse du renminbi est susceptible de rendre plus délicate l'ambition des Etats-Unis au maintien de son hégémonie planétaire. Cependant, la pénurie potentielle de main-d'œuvre chinoise est toujours susceptible de ralentir la croissance économique à court terme, sans compter qu'elle favorise l'émergence de tensions inflationnistes peu favorables à une valorisation du renminbi. La rareté de la main-d'œuvre va inciter les entreprises à innover et à améliorer la productivité. Toutes ces forces contradictoires ne fournissent pas aujourd'hui de solutions à l'évolution de l'économie chinoise au regard de ses problèmes récurrents de population.

La main-d'œuvre masculine commence à percevoir des effets d'attraction pour un emploi à l'étranger. Trois facteurs peuvent expliquer ce mouvement potentiel. D'abord, les conditions de vie en Chine sont encore difficiles pour les classes moyennes, les scientifiques et les intellectuels. Les échanges internationaux ouvrent de nouvelles perspectives. Dans ce cas, c'est l'aventure micro-économique et l'échange de la connaissance qui s'inscrivent dans le débat. Le gouvernement chinois pourrait avoir avantage à favoriser ce mouvement, soit pour renforcer la puissance de la diaspora chinoise déjà bien organisée, soit pour soutenir la réputation de la main-d'œuvre chinoise à l'étranger. La vraie question est de savoir si les expatriés accepteront de servir de relais locaux à la puissance chinoise. Ainsi, la pression sur le marché du travail de plus en plus ouvert sur l'international tendra à se réduire à l'intérieur de la Chine et le pouvoir communiste pourra renforcer sa puissance internationale par une stratégie d'influence adaptée. Aujourd'hui, dans certains cas d'espèce, des primes sont versées aux travailleurs chinois mariés et/ou ayant des enfants avec des femmes africaines. Les incitations à l'implantation existent : elles permettent de maintenir le travailleur à l'étranger sur des contrats souvent dirigés par des entreprises nationales, afin de préparer une politique d'implantation de Chinois sur des terres de pays étrangers.

Une politique d'immigration féminine peut aussi être engagée, afin de réduire les conditions des célibataires, notamment dans les zones rurales. Cependant, les tensions avec les pays frontaliers sont avivées par le soutien de la Chine à la Corée du Nord. Les conditions de vie à l'extérieur des grandes villes côtières de la Chine n'apparaissent pas particulièrement attractives, ce qui peut inciter nombre de Chinois à choisir une immigration, même sans l'aval ou le soutien du gouvernement.

L'accélération démographique témoigne d'abord de mutations importantes qui modifient plus ou moins violemment les conditions de vie des individus. Les progrès économiques de la Chine sont incontestables, avec une élévation importante du produit intérieur brut par habitant, une espérance vie presque doublée, une mortalité infantile divisée par un facteur 10 et un taux

d'alphabétisation considérablement amélioré (*cf.* le tableau ci-dessous). En Chine, la classe moyenne, qui est définie par des revenus compris entre 25 000 et 100 000 yuans (soit respectivement 2 500 € et 10 000 €), représente 57 % de la population et présente un taux d'alphabétisation élevé.

Tableau 2 : quelques indicateurs économiques significatifs, 1950-2009

Indicateurs de développement	1950	2009
PIB Par habitant	614 \$	3 600 \$
Espérance de vie	39 ans	73 ans
Mortalité infantile	19,5 %	2 %
Taux d'alphabétisation	35 %	88,1 %

Cependant, la Chine a un développement économique et social très déséquilibré. D'abord, la plupart des produits chinois sont consommés à l'exportation : le modèle économique dépend donc de l'importance de la demande internationale. Le développement interne du marché intérieur est difficile à réaliser au regard du taux d'épargne élevé des Chinois. Au fond, la crainte de l'avenir et le caractère familial microcosmique (souvent trois ou quatre personnes au total) réduit le potentiel de la consommation nationale. Il est clair qu'un rééquilibrage est nécessaire, car toute crise économique mondiale frappe aussi la demande des produits chinois. Le développement des services, surtout publics, semble devoir s'imposer, notamment avec le vieillissement de la population. Cette exigence peut devenir une chance pour un nouveau modèle de développement économique, si une place importante est faite à l'essor des services, notamment dans l'amélioration des services de santé – les Chinois en dépensent quatre fois moins que la moyenne des pays européens –, des retraites et de l'éducation.

Le surplus de main-d'œuvre masculine est toujours un facteur de danger. Il en résulte des conditions de travail particulièrement difficiles. La tentation est alors de renouer avec une politique de puissance, en augmentant notamment les forces militaires disponibles. Aujourd'hui, la Chine semble relativement bien disposée au regard de la paix dans le monde. Cependant, ses revendications sont de plus en plus fortes sur des territoires comme Taïwan ou les îles Spratley et Paracel. Il est probable que d'autres revendications pourront surgir concernant la partie extrême-orientale de la Russie ou aux frontières du fleuve Amour, avec une population de plus en plus importante issue de la diaspora chinoise. La montée en puissance de l'armée chinoise dans la région n'est pas très bien vécue par les pays frontaliers. Des risques de guerre non négligeables existent. Ils pourraient trouver une partie de leur source dans une croissance démographique mal maîtrisée dans le cadre d'une économie de marché globalisée. Le conflit peut d'ailleurs se limiter à une expression de puissance, par une sinisation progressive des valeurs chinoises dans les zones jugées essentielles pour la sécurité du pays. La démographie est le grand problème de la Chine, c'est aussi une force. La question est de savoir si les autorités nationales seront capables de définir un modèle de développement qui lui soit adapté.

Avec la réalisation de la « transition démographique » dans les pays asiatiques les plus peuplés du monde, les chiffres affolent par la vitesse avec laquelle la croissance rapide de la population mondiale est mise en évidence. Pourtant, l'essor continu de la population n'est pas globalement remis en cause dans les grands débats publics internationaux, malgré l'inquiétude qu'elle serait susceptible de développer dans un monde où les ressources non renouvelables semblent progressivement s'éteindre à un horizon séculaire. Octupler la population en deux siècles et demi semble satisfaire les requêtes religieuses ou les volontés d'expression des rapports de pouvoir dans un monde aux civilisations concurrentielles. La globalisation a sans doute manifesté la force unificatrice des consommations, mais les idées et croyances sont restées souvent rétives à une vie moderne assimilée aux valeurs définies par les pays riches et développés d'aujourd'hui, eux-mêmes en proie aux remises en cause morales récurrentes qui précèdent ou qui suivent les lancinantes et violentes évolutions cycliques imposées par une globalisation économique et sociale trop complexe pour être maîtrisée.